

Unité départementale de la Somme
53 rue de la vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 12/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

Ferme Eolienne Le Cornouiller

233 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris

Références : 2025-E20171
Code AIOT : 0003801362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement Ferme Eolienne Le Cornouiller implanté parcelle ZE 22 chemin de Dargies 80160 Sentelie. L'inspection a été annoncée le 23/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la mise en service de ce parc en février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Eolienne Le Cornouiller
- parcelle ZE 22 chemin de Dargies 80160 Sentelie
- Code AIOT : 0003801362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc éolien de la société Ferme éolienne Le Cornouiller est composé :

- de 6 aérogénérateurs ;
- de 1 poste de livraison.

La société Ferme éolienne Le Cornouiller a été autorisée à exploiter ce parc par arrêté préfectoral du 10 mars 2020.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/03/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Respect du plafond aérien	AP Complémentaire du 01/09/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Auto surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 01/09/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection des chiroptères /avifaune	AP Complémentaire du 01/09/2021, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra les éléments sollicités par l'inspection des installations classées dans les différents points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à

<p>l'article 3 ci-dessus.</p> <p>Le montant initial des garantie financières à constituer en application des articles R.515-101 à R515-104 du code de l'environnement par la SASU Ferme éolienne Le Cornouiller s'élève donc à : [...] 327 190.34 euros [...]</p> <p>L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite un acte de cautionnement en date du 5 septembre 2025 et valable jusqu'au 30 juin 2028. Il concerne les 6 aérogénérateurs et le point de livraison du parc visité. Le montant cautionné est à hauteur de 621 680,47€. L'exploitant n'a pas su justifier la raison de ce montant supérieur à la prescription susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera le montant cautionné selon la formule d'élaboration des montants des garanties financières et transmettra à l'inspection des installations l'acte en lui-même.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Respect du plafond aérien

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation biodiversité et paysages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'altitude en bout de pale des éoliennes ne doit pas dépasser la valeur maximale admissible de 336 m NGF. Le respect de cette cote en bout de pale des éoliennes sera assuré par le nivellement du terrain et une vérification d'un géomètre.</p> <p>Un document attestant le respect de l'altitude prescrite en bout de pale des éoliennes sera établi par un géomètre expert à l'issue de l'implantation des éoliennes et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un formulaire de déclaration auprès de la DGAC pour justifier du respect de la cote des altitudes. L'inspection sollicite un relevé de géomètre, que l'exploitant dispose en version cartographie. L'inspection sollicite un fichier pdf de ces données afin de vérifier la prescription susvisée. L'exploitant propose de transmettre ce fichier à posteriori de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le plan du géomètre en version pdf afin d'attester du respect de la cote des altitudes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Protection des chiroptères /avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2021, article 6
Thème(s) : Autre, Protection des chiroptères /avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place sur les éoliennes E8, E9 et E11 un dispositif de bridage en faveur des chiroptères, dès la mise en service du parc éolien.</p> <p>Ce plan de bridage est mise en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être rempli) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre début mars et fin novembre, - durant l'heure précédant le coucher jusqu'à l'heure suivant son lever ; - lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 mètres par seconde ; - lorsque la température est supérieure à 7 °C ; - en l'absence de précipitations. <p>Ces conditions s'entendent à hauteur de la nacelle.</p> <p>L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température, précipitations) permettant de s'assurer durant la période requise de bridage de sa bonne mise en place. Ce document peut être informatisé.</p> <p>Cette disposition relative au bridage des éoliennes E8, E9 et E11 du parc pourra être adaptée, le cas échéant, suite à la fourniture des résultats des suivis post implantation mentionnés ci-après et après validation de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un suivi ornithologique en période de reproduction (busards, oedicnèmes criards) sur les 2 premières années d'exploitation du parc éolien puis une fois au bout de 10 ans. Le suivi durant les 2 premières années pourra être prolongé si cela s'avérait nécessaire.</p> <p>L'exploitant met en place une mesure d'accompagnement concernant la sauvegarde des nids de busards, dans un rayon de 2 km autour du parc éolien.</p> <p>Afin de détecter des éventuels impacts imprévus et de mettre en place des mesures adaptées, les suivis post-implantation (comportemental et mortalité) de l'avifaune et des chiroptères, débutent dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Une attention particulière sera portée au suivi d'activité de la Norcule commune. Il est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Les suivis mis en place par l'exploitant seront conformes au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son portail de suivi (TPA) afin de vérifier les conditions de bridage et les alertes qu'il peut recevoir dès lors que l'aérogénérateur ne se comporte pas comme attendu, notamment pour optimiser ses plages de production.</p>

<p>Les conditions de bridage indiquées dans ce portail étaient bien ceux de la prescription susvisée.</p> <p>Sur les mesures d'accompagnement, le bureau d'études en charge du suivi environnemental a effectué des passages par rapport aux nids en avril et mai 2025.</p> <p>L'exploitant précise avoir débuté son suivi environnemental : le parc a été mis en service en mars 2025. Seule l'E9 a connu une mortalité de pipistrelle le 2 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Auto surveillance des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Auto surveillance des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne de mesures acoustiques est réalisée dans les 6 mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation, en particulier avec l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié et afin de vérifier le fonctionnement optimisé proposé par le porteur de projet, figurant en annexe du présent arrêté.</p> <p>L'absence de tonalité marquée sera particulièrement vérifiée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une copie de cette étude d'impact acoustique sera transmise à l'ARS Hauts-de-France.</p> <p>Dans le cas où le modèle d'aérogénérateur retenu différerait de celui présenté par le porteur de projet, il sera indispensable que celui-ci réalise une mise à jour de la modélisation numérique réalisée par son bureau d'études acoustiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que ses mesures acoustique se sont terminées fin juillet et qu'il est dans l'attente du rapport de son prestataire. Le délai contractuel est de 3 mois après la fin des mesures.</p> <p>L'inspection des installations classées sollicite donc le rapport final suite à sa réception, ainsi que les mesures que l'exploitant prévoit suite à ces conclusions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport final en lien avec la mesure acoustique dès réception de la part de son prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>